

Milei n'a même pas eu droit à cent jours de trêve



Par Roberto Morejón

La première grève générale en Argentine depuis 2019 a trouvé au pouvoir un ultra-libéral, Javier Milei, déterminé à convaincre des bienfaits, selon lui, d'un désaveu aveugle de l'État.

Des foules d'Argentins ont participé à des rassemblements pour condamner les réformes du président d'ultra-droite.

La même attitude a été adoptée par ceux qui n'ont pas fréquenté les unités de production et de services, à l'appel des syndicats, rejoints par des organisations sociales et de défense des droits de l'homme, des artistes et d'autres secteurs.

Même le célèbre acteur Ricardo Darín a exprimé son détachement vis-à-vis des propositions de Milei, vénérées par les élites économiques du Forum de Davos et du Fonds monétaire international.

Alors que l'ancien président américain Donald Trump et le milliardaire Elon Musk vénèrent Milei, des millions d'Argentins lui font des reproches et un juge a même déclaré l'invalidité de six articles du DNU, Décret de Nécessité et d'Urgence, visant à la déréglementation économique.

Le juge a partiellement fait droit à un recours en amparo déposé par la Confédération générale du travail contre l'État national.

L'initiative du syndicat fait écho au malaise suscité par le paquet présidentiel, qui réglementait le paiement des salaires, les heures supplémentaires, les conventions collectives, le droit de réunion et réduisait l'administration publique.

C'en était trop pour les citoyens, qui ont donc manifesté 45 jours seulement après l'entrée en fonction de celui qui se décrit comme un "libéral libertaire" et qui a déclaré qu'il serait nécessaire de serrer la vis pour assurer un avenir radieux.

Fidèles à leur approche de la réalité, les fonctionnaires du nouveau gouvernement ont insulté les organisateurs de la grève nationale en Argentine.

Aucun d'entre eux n'admet que leur choc néolibéral prive les classes laborieuses et vulnérables de droits et de primes obtenus sous le gouvernement précédent, pour atténuer l'inflation.

Six semaines seulement après l'entrée en fonction de Milei, de nombreux Argentins déplorent que leur situation ait empiré, le prix de l'essence ayant doublé et la valeur de la monnaie s'étant effondrée.

La plus grande manifestation d'opposition a été le recours de ceux qui souffrent de la déréglementation, qui ont refusé d'accorder à Milei une trêve pour les 100 premiers jours, comme il est d'usage à l'arrivée d'un nouveau gouvernement.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/345456-milei-na-meme-pas-eu-droit-a-cent-jours-de-treve>



Radio Habana Cuba